

Remplir complètement ce Bon,
le découper et le conserver
jusqu'à nouvel ordre.

A QUEL LIVRE SE RAPPORTE LE DESSIN N° 89?

Titre du Livre

Nom de l'Auteur

Nom du Concurrent

Adresse

10^e Année. — N° 3.054. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.
20, rue d'Enghien, Paris.

LUNDI

31

MARS

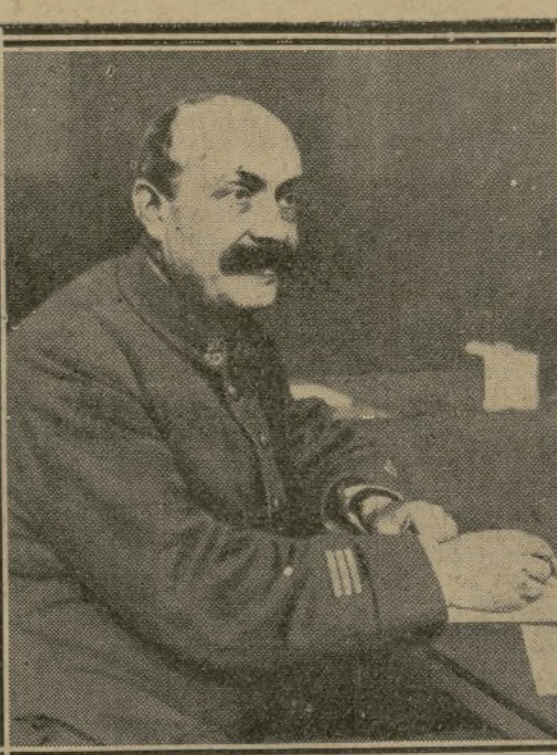
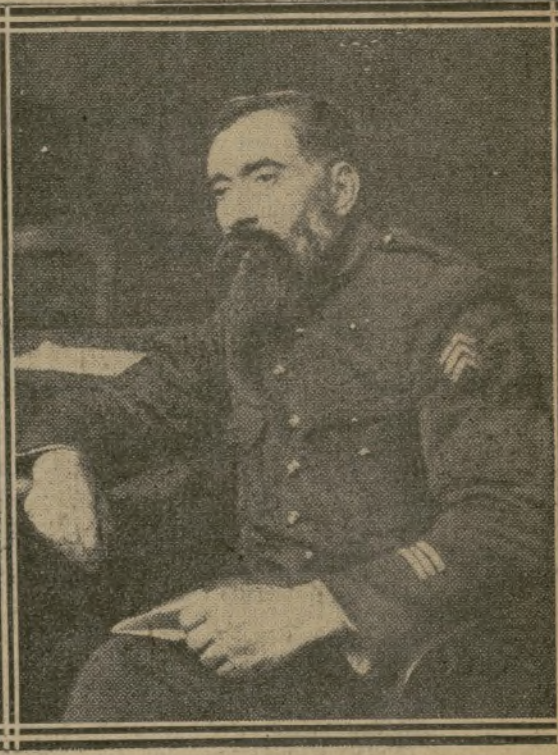
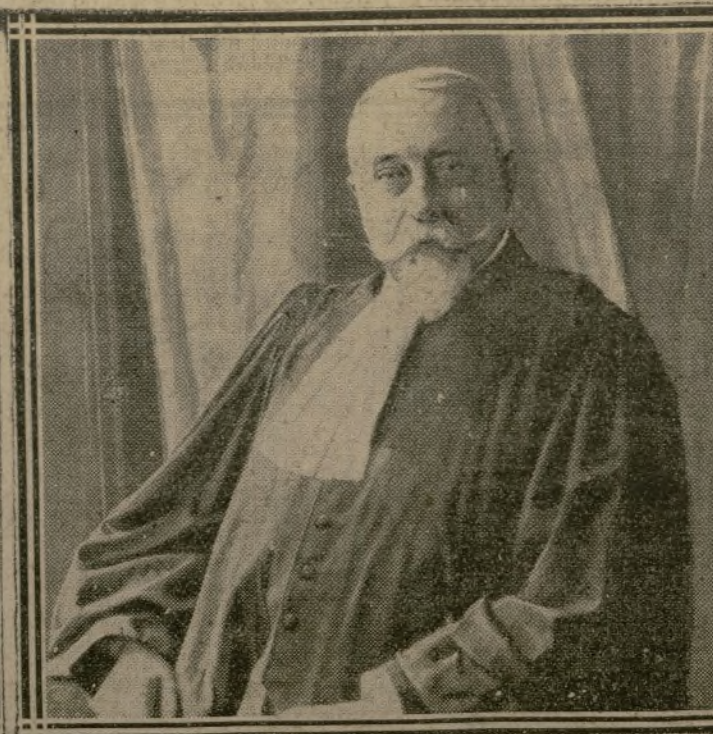
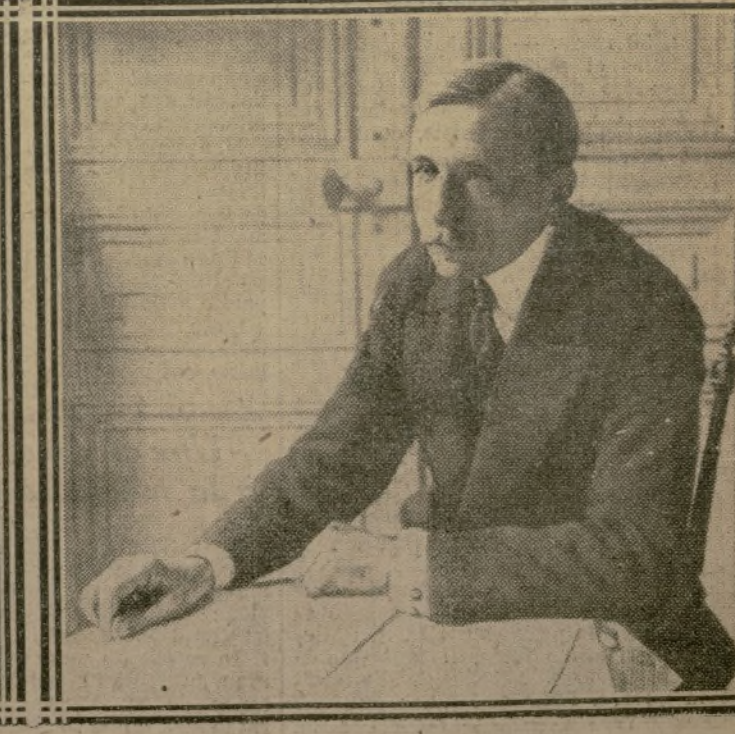
1919

Connaître le vrai,
faire le bien, voilà
qui distingue un
homme d'un autre.
Le reste n'est rien.

DIDEROT.

L'AFFAIRE HUMBERT-LENOIR-DESOUCHES-LADOUX
VIENT AUJOURD'HUI DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRE

L'accusation, les accusés et les défenseurs.

LE CAPITAINE THIBAUT
Greffier en chefLE CAPITAINE BOUCHARDON
Rapporteur auprès du 3^e Conseil de GuerreLE COLONEL MASSELIN
Président du 3^e Conseil de GuerreLE LIEUTENANT JOUSSELIN
Adjoint au capitaine BouchardonLE CAPITAINE MORNET
Commissaire du GouvernementM. CHARLES HUMBERT
Commerce avec l'ennemiM. PIERRE LENOIR
Intelligences avec l'ennemiM. GUILLAUME DESOUCHES
Intelligences avec l'ennemiLE CAPITAINE LADOUX
Complicité de commerce avec l'ennemiM^e DE MORO-GIAFFERI
Avocat de M. Charles HumbertM^e DE MOLÈNES
Avocat de M. Pierre LenoirM^e AUBÉPIN
Avocat de M. Guillaume DesouchesM^e HENRY BONNET
Avocat du capitaine Ladoux

Aujourd'hui commencent devant le 3^e conseil de guerre, installé dans la grande salle de la Cour d'assises, les débats de l'affaire Humbert-Lenoir-Desouches-Ladoux. Affaire sensationnelle, pour laquelle on peut prévoir de nombreux incidents, et qui durera environ un mois. Le rapport compte 280 pages. Lenoir et l'avoué Desouches, qui reçurent dix millions du Suisse Schoeller, agent de l'Allemagne, pour l'achat du

"Journal", sont inculpés d'intelligences avec l'ennemi. Charles Humbert, qui s'associa d'abord avec Lenoir et Desouches, puis reçut 5.500.000 francs de Bolo, profitant ainsi par deux fois de l'argent allemand, est accusé de commerce avec l'ennemi. Le capitaine Ladoux, qui aida aux tractations entre Lenoir et Humbert et fit disparaître un cryptogramme, est accusé de complicité de commerce avec l'ennemi.

UNE SEMAINE DÉCISIVE S'OUVRE CE MATIN POUR LA CONFÉRENCE DE LA PAIX AU SUJET DU TRAITÉ DES PRÉLIMINAIRES

Les chefs des gouvernements alliés vont fixer le statut futur de la rive gauche du Rhin et le sort du bassin minier de la Sarre. En outre, ils détermineront les importantes réparations financières auxquelles la France a droit.

LE SIÈGE DE LA LIGUE DES NATIONS SERAIT ÉTABLI A GENÈVE

La semaine qui commence est décisive pour les Alliés. C'est, en effet, d'ici à samedi, probablement, que les puissances de l'Entente auront terminé la mise au point du traité des préliminaires de paix.

Avec une légitime anxiété, nous allons attendre, pendant les jours qui vont suivre, l'heure des réparations. Avec confiance également, confiance dans nos alliés qui n'ignorent point ce que nous avons souffert pendant près de cinq années, du fait du plus grand crime commis contre l'humanité.

Nous comptons sur eux pour qu'ils nous assurent des frontières militaires grâce auxquelles nous serons à l'abri de toute nouvelle agression.

Nous espérons qu'ils tiendront compte, dans le sort réservé au bassin de la Sarre, non seulement des ruines provoquées sciemment par l'ennemi dans nos charbonnages du Nord, mais aussi de l'ancienne nationalité française de ce territoire. Il ne faut point qu'une solution hybride prépare la voie à de futures difficultés.

Nous sommes sûrs, enfin, que nos alliés sauront évaluer, d'une part, les pertes financières effroyables que nous avons subies, sans les avoir provoquées, d'autre part, la capacité de l'Allemagne à les payer. Ils n'auront point entendu, certainement, sans une profonde émotion l'éloquent exposé de M. Loucheur sur l'état des territoires libérés et sur les dépenses qu'entraînera leur reconstruction industrielle et agricole. Ils n'auront point été non plus sans faire entrer en ligne de compte les charges pécuniaires résultant du paiement des pensions à nos mutilés, à nos veuves et à nos orphelins de la guerre.

Tels sont quelques-uns des principaux problèmes dont l'acte qui sera présenté à Versailles doit nous donner les solutions définitives.

Cet événement, l'un des plus grands, peut-être, que l'histoire aura à enregistrer, se produira à un moment où, précisément, il importe de donner à l'Allemagne l'impression d'une cohésion diplomatique aussi solide que le fut l'unité de commandement sur les champs de bataille de 1918.

« Ne griez pas devant la volonté de l'ennemi », écrit le général Ludendorff.

« Ce que nous ne signerons pas », publie en manchette le *Berliner Tageblatt* qui fait suivre cet éditorial d'un article plein d'insolence et d'orgueil.

Démonstrations superflues. Elles ne changeront rien aux décisions que prendra le Comité des Quatre. Il possède, d'ailleurs, les moyens d'en assurer l'exécution. — JEAN MÉNÉVAL.

Triple frontière franco-allemande

D'après le *Daily Mail*, la solution envisagée au sujet de la frontière franco-allemande serait établie en trois lignes :

1° La frontière territoriale (qui limiterait les territoires politiquement) ;

2° La frontière économique (qui serait plus à l'est et comprendrait le bassin de la Sarre, sur lequel la France n'aurait que des droits économiques) ;

3° La frontière militaire (qui serait la limite où l'Allemagne ne devrait établir aucune organisation militaire).

Entre la première et la troisième frontière, il y aurait, en quelque sorte, une zone neutrale où l'Allemagne aurait des droits politiques et la France des droits économiques.

Le siège de la Ligue des nations

Le *New-York Herald* annonce que la commission spéciale chargée de choisir la ville qui sera le siège de la Ligue des nations a pris une décision, mais n'a encore rien communiqué officiellement. On croit, en général, que la ville choisie est Genève, car il est de notoriété publique que les Américains et les Anglais préfèrent cette ville à Bruxelles ou à toute autre.

La désignation officielle sera faite à la prochaine séance plénière.

La question du Slesvig

COPENHAGUE, 30 mars. — A la demande du ministre des Finances, le conseil d'Etat danois a décidé, pour Paris, afin de participer, comme représentant de l'Etat danois, aux conférences sur les relations financières futures entre l'Allemagne et les pays neutres et sur la question financière qui se posera entre l'Allemagne et le Danemark à l'occasion de la restitution au Danemark de la partie danoise du Slesvig.

UN MANIFESTE PANGERMANISTE

ZURICH, 30 mars. — Tous les journaux conservateurs et pangermanistes joignent à leur numéro d'hier un supplément de quatre pages, contenant les déclarations de l'Association pangermaniste, dont voici quelques extraits :

« L'Association éprouve un sentiment de honte lorsque certaines autorités de l'Empire allemand et cherchent à prouver la responsabilité de l'Allemagne quant à l'origine de la guerre, d'autant plus que l'histoire a déjà démontré que l'Angleterre, la France et la Russie ont voulu et soigneusement préparé la guerre. Nous nous contenterons actuellement de rappeler les rapports de l'ambassade belge au procès Soukominoff, le discours tenu à Stockholm par le docteur David, et, enfin, les déclarations de Kautsky, qui, après avoir étudié les documents des affaires étrangères, constate qu'il n'a rien trouvé qui puisse inculper les pangermanistes d'être considérés comme les auteurs responsables de la guerre.

« En ce qui concerne la soi-disant Ligue des nations, nous croyons aussi peu à sa réalisation qu'à la paix éternelle. Si l'Allemagne doit renouer avec la France, la Prusse doit être conservée telle qu'elle était avant la guerre. Pour que notre jeunesse soit élevée dans un sentiment de fierté nationale, il faut que nous combattions la presse juive et antinationale. Nous devons créer de nouveaux organes qui répandront la bonne parole. Il faut qu'un point de vue du nombre d'Allemands se maintienne et, à cet effet, nous devons incorporer toute l'Austrie allemande, y compris les districts allemands de Hongrie, de l'Ouest, ainsi que les anciennes provinces allemandes de la Baltique.

« Quant à l'Alsace-Lorraine, c'est une terre foncièrement allemande. Les Alsaciens-Lorrains sont aussi Allemands que n'importe quelle autre tribu de l'Empire. L'Alsace doit donc rester partie intégrante de l'Empire, et nous ferons tout notre possible pour fortifier le sentiment allemand dans les pays d'Empire. »

Un leader du « Berliner Tageblatt »

ZURICH, 30 mars. — Les événements de Hongrie semblent décidément faire perdre aux Allemands le sens des réalités. Le dernier leader du *Berliner Tageblatt*, avec son titre significatif : *Ce que nous ne signerons pas*, montre cette étonnante mentalité nouvelle. A le lire, on se croirait revenu en 1914, avant la Marne. Les Allemands y parlent comme des gens bien résolus à imposer leurs conditions. Le *Berliner Tageblatt* écrit :

« Le conseil de guerre aux multiples têtes qui, depuis cinq mois, recherche du matin au soir de quelles mesures de honte il pourra charger encore notre tête et de quelles chaînes politiques et économiques il pourra ligoter l'Allemagne, se fait une idée bien fautive de l'esprit allemand.

« On oublie trop que le peuple allemand d'aujourd'hui n'est plus le peuple des années de guerre. Il ne se permet plus de se faire de l'Allemagne une idée fautive de l'esprit allemand.

LA TAXE DE LUXE morte à la Chambre ressuscitera-t-elle aujourd'hui au Sénat ?

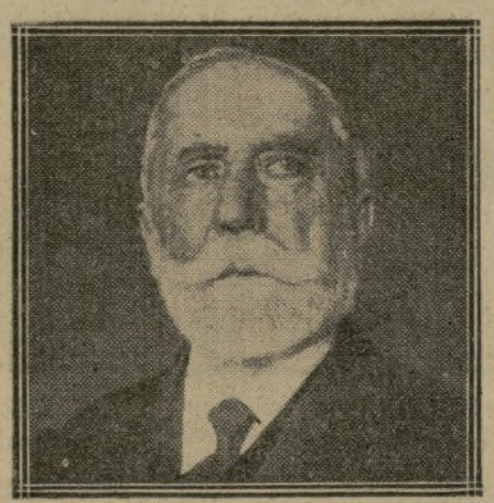
La commission sénatoriale des finances a proposé le rétablissement de cet impôt.

M. Charles Leboucq, député, nous dit qu'il est résolu à ne pas abandonner sa proposition, qui aboutit à la suppression de la taxe par la Chambre.

La commission sénatoriale des finances, présidée par M. Peytral, a pris, hier, relativement au projet de douzièmes provisoires applicables aux dépenses civiles du 2^e trimestre de 1919, deux importantes décisions.

Elle propose, en effet, à la Haute Assemblée le rétablissement de la taxe de luxe — supprimée par la Chambre, sur la proposition de M. Charles Leboucq, par 278 voix contre 202 — et la suppression de la taxe de 5 0/0 sur la publicité faite dans les journaux, votée au Palais-Bourbon par 300 voix contre 211, à la demande de M. Nouhaud.

Si le Sénat suit sa commission des finances, ce qui est très probable, le projet de



M. PEYTRAL, président de la commission sénatoriale des finances

douzièmes devra donc revenir à la Chambre.

Rappelons que la suppression de la taxe de luxe a été votée au Palais-Bourbon à une assez forte majorité, comme nous l'indiquons plus haut, et malgré l'opposition de M. Klotz, ministre des Finances, et de la commission de la législation fiscale, dont le président, M. Alexandre Varenne, proposait seulement une étude ayant pour objet de modifier les conditions d'application de la taxe. La commission du budget faisait aussi certaines réserves.

La taxe sur la publicité dans les journaux fut également adoptée par la Chambre malgré l'opposition du ministre des Finances.

Attendons-nous donc, la nuit prochaine, à une « navette » du projet, la Chambre paraissant devoir maintenir ses décisions.

Ce que dit M. Charles Leboucq

« Je suis extrêmement surpris, nous a déclaré M. Charles Leboucq, député de Paris, auteur de la proposition qui aboutit à la suppression de la taxe de luxe par la Chambre, de la nouvelle inattendue que vous m'apportez.

« La question semblait résolue, hier, et elle ne paraissait devoir soulever aucune difficulté au Sénat. Il ne paraît encore douteux que les sénateurs acceptent la proposition de la commission sénatoriale des finances, relative au maintien du plus impopulaire et du plus inopérant des impôts.

« Et tout cela de cause, je suis résolu, pour ma part, à ne point abandonner ma proposition, sur laquelle, j'en suis convaincu, la Chambre ne cédera sous aucun prétexte.

« La suppression envisagée de la taxe de luxe causera, d'ores et déjà, dans le public et chez les commerçants dont elle paralyse les affaires, une impression de soulagement véritable, dont témoignent les centaines de télégrammes d'approbation que j'ai reçus. La remise en vigueur de cet impôt vexatoire, qui n'a donné aucun des résultats espérés, susciterait un trop vif mécontentement pour que le Sénat ne réfléchisse point avant de prendre une aussi grave décision. »

LE JUBILÉ DU TOURING-CLUB A LA SORBONNE

Hier après-midi, à la Sorbonne, sous la présidence de M. Cels, sous-secrétaire d'Etat aux Transports, séance d'inauguration du jubilé du Touring-Club de France.

M. Abel Balif, président du T. C. F., a fait l'historique de l'association pendant ses vingt-neuf premières années d'existence, rappelés les efforts persévérants du T. C. F. pour faire mieux connaître la France à ses habitants eux-mêmes et au

monde entier, et loué ses œuvres de guerre : la « Journée du 75 », le « Soldat au front », le « Parrainage des divisions » et les « Pénitences nationales ».

M. Henry Defert, vice-président, a ensuite parlé de l'avenir du tourisme dans notre pays, dont il faut faire le paradis des touristes.

Enfin, M. Cels a remercié le T. C. F. du précieux concours qu'il a toujours apporté



INSTANTANÉ PRIS HIER PENDANT LE DISCOURS DE M. CELS, SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX TRAVAUX PUBLICS

LENOIR, DESOUCHES, HUMBERT ET LADOUX COMPARAISSENT AUJOURD'HUI DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRE

Les deux premiers sont inculpés d'intelligences et de commerce avec l'ennemi; le sénateur de la Meuse est poursuivi pour commerce avec l'ennemi et le capitaine Ladoux pour complicité de commerce avec l'ennemi.

ON PRÉVOIT QUE LES DÉBATS DURERONT ENVIRON UN MOIS

Aujourd'hui, devant le 3^e conseil de guerre, commenceront les débats d'une affaire qui, avec le procès Bolo, comptera parmi les plus graves parmi les affaires de trahison.

Deux accusés sont inculpés de trahison et d'intelligences avec l'ennemi. Ce sont Pierre Lenoir et Guillaume Desouches. Pierre Lenoir est une figure bien connue du Tout-Paris joyeux. Grand viveur, pourvu d'un conseil judiciaire, il profitait de l'autorité du nom de son père, agent de publicité considérable.

Guillaume Desouches, le plus parisien des avoués de Paris, était fort honorablement connu au Palais, et son aventure n'y causa point une mine stupéfaite.

Tous deux, toutefois, n'étaient que des personnages de bien moindre importance pour les services qu'attendaient l'Allemagne. Aussi bien leur rôle était-il de s'assurer la collaboration — consciente ou non ? — la est tout son procès — de M. Charles Humbert.

Sénateur de la Meuse, vice-président de la commission de l'armée, connu par ses discours comme par ses campagnes de presse pour un ardent patriote, M. Humbert, directeur d'un de nos plus grands quotidiens, devait être pour les ennemis un précieux auxiliaire, et l'acquisition de son concours était sans prix.

Aussi bien l'Allemagne ne marchandait-elle pas. Une première fois, ce furent dix millions, par l'intermédiaire de Lenoir ; une seconde fois, 5.500.000 fr., par l'intermédiaire de Bolo.

Mais M. Humbert connaissait-il la provenance de ces fonds ?

La genèse de l'affaire

Ceci dit, jetons un regard rapide sur le procès, procès tellement complexe que de rapport du lieutenant Jousselin ne compte pas moins de 280 pages et que sa lecture occupera à elle seule environ deux audiences.

Bien avant la guerre, l'avoué Desouches songeait à créer un journal. Il en avait même entretenu une dame Beauregard par laquelle il comptait se faire présenter au prince de Hohenzollern. A celui-ci il devait offrir le concours du journal à créer et d'un certain nombre d'hommes politiques. Mme Beauregard refusa.

Desouches alors s'aboucha avec Pierre Lenoir, lequel, a-t-il toujours affirmé, ne lui parla jamais que des dix millions que son père entendait consacrer à acheter le journal.

Ceci n'empêcha point Desouches de faire en Suisse un certain nombre de voyages. C'était, a-t-il déclaré, pour y trouver des commanditaires. De fait, le commanditaire fut trouvé : c'était M. Arthur Scholler, un riche industriel suisse. Et le 7 juin 1915, le traité était signé, lequel mettait à la disposition de Lenoir 10 millions contre la remise d'un nombre d'actions du journal correspondant non à l'importance de cette somme dans le prix global d'achat du journal, mais au moins à un tiers du capital nominal.

Les fonds furent transportés de Suisse en France dans la valise diplomatique, en deux voyages.

Dès lors, l'affaire ne traîna pas, et le 26 juillet, le journal était vendu à M. Humbert, qui devenait directeur aux appointements fixes de 72.000 francs, plus 12.000 francs de frais de voiture et 3 0/0 du bénéfice brut de chaque exercice. Lenoir avait la direction de la partie économique et financière, et Desouches le titre d'administrateur délégué. Chacun d'eux touchait 48.000 francs d'appointements.

Jusqu'ici rien de plus normal. Par malheur, M. Scholler, depuis, n'a pas fait difficulté de reconnaître qu'il n'avait été qu'un prête-nom et que les 10 millions provenaient d'un consortium de banquiers allemands. Et tels étaient les risques courus par ces capitaux que l'accusation tient pour évident que ces banquiers n'étaient autres que l'Etat allemand lui-même.

Quant au capitaine Ladoux, il est accusé d'avoir, lui aussi, connu l'origine des fonds Lenoir lorsqu'il se prêta aux tractations entre lui et M. Humbert. Et aussi d'avoir fait disparaître le fameux cryptogramme de « la bonne Française ».

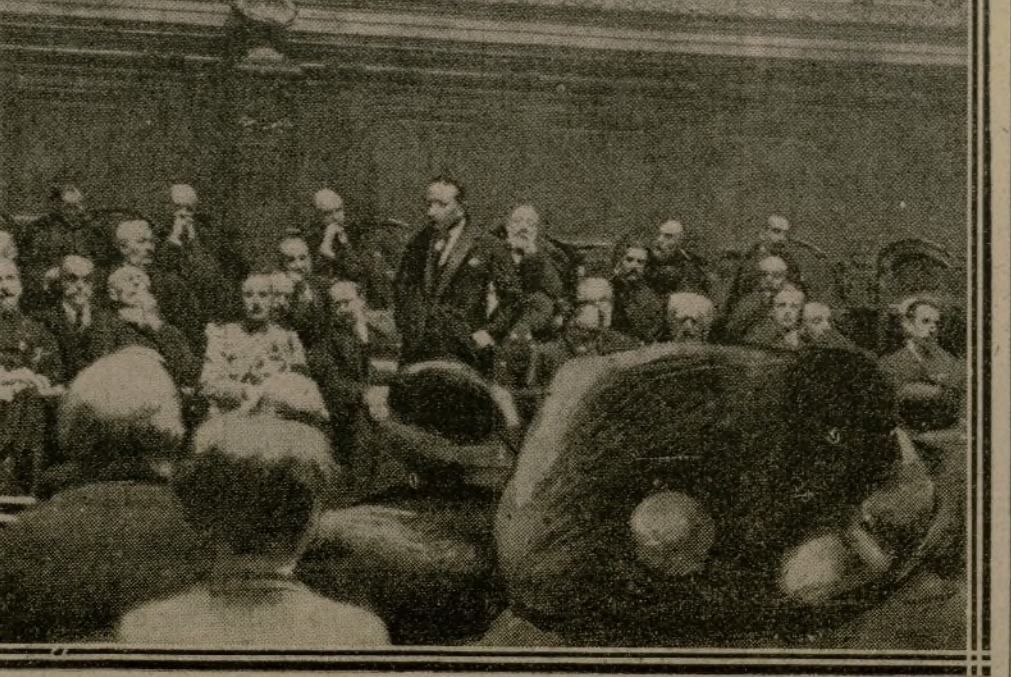
MM. Leymarie et Maunoury ont bénéficié d'un non-lieu.

Ajoutons que les débats dureront vraisemblablement un mois au moins.

Le conseil est ainsi composé : Président, le colonel Masselin, directeur du génie ; assesseurs : le lieutenant-colonel Hervé, des sapeurs-pompiers ; les commandants Dronot, du 18^e territorial d'infanterie ; Pascal, de la place de Saint-Denis ; Krach, du 1^{er} zouaves ; les capitaines Fournier, de la chefferie du génie ; Savarin, des sapeurs-pompiers ; greffier : le capitaine Thibaut.

au gouvernement et s'est félicité de l'accord existant entre le T. C. F. et l'Office national du tourisme.

A l'issue de la cérémonie, M. Abel Balif a reçu les insignes de commandeur de la Légion d'honneur, la médaille de vermeil, avec diplôme d'honneur, de la Ligue maritime française, la médaille d'or de l'Automobile-Club de France et la médaille d'or du Club alpin français.



INSTANTANÉ PRIS HIER PENDANT LE DISCOURS DE M. CELS, SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX TRAVAUX PUBLICS

FAUDRAIT-IL OUVRIR AU SALON UN RAYON ROBES ET MANTEAUX

Pourquoi pas ? Le bon sens seul d'un jury exclusivement composé d'artistes devra tracer la démarcation entre ce qui est art et ce qui ne l'est point.

On doit aussi admettre qu'un artiste se divertisse à exposer... des souliers tout comme Gauguin sculpta jadis ses fameux sabots.

L'ESTHÉTIQUE ET LA MODE

Une austère revue où l'on se soumet à l'ordinaire de résoudre des problèmes d'ordre économique, politique et financier, cette question, d'apparence futile : « Faudrait-il ouvrir au Salon un rayon robes et manteaux ? » Puisque l'énigme est menée en un confrère docte, concluons-en que la faire est grave, et parlons chiffres le plus sérieusement possible. Chiffons et esthétiques.

Le rayon des « Robes et Manteaux »

Des robes aux Salons de Printemps d'Automne ? Pourquoi pas ? Une tunique brocette est un objet d'art, et nous avons bien la section des arts appliqués. A côté des colliers de Rivaud, des éventails de Baudouin, des épingles à chapeau de Baudouin, quel inconvénient à juxtaposer sous vitrine un corsage de Mme Pangeon, une robe ornée par Maurice Dufresne, une peinture de Fortuny, un *tea-gown* de Suzanne Bertillon ? Allez donc faire un tour au Pavillon de Marsan, si vous en doutez.

Je prévois aussitôt la double objection : 1° Les couturiers, à gros renfort de publicité, vont apporter leurs modèles ; 2° s'arrêtera-t-on en cette voie ?

Répondons : le bon sens seul d'un jury exclusivement composé d'artistes devra tracer la démarcation entre ce qui est art et ce qui ne l'est point, entre l'objet précieux et l'objet de commerce. De fait, qu'au Salon d'Automne et aux Décorations des parades, au bas d'un drapeau de tenture ou d'un papier peint, indiquant que l'œuvre se nomme Iribé, Piot, Dresca, Mare, Vera, Carle, de même, si l'on expose une robe de chambre, une tunique, une aigrette, on devrait révéler le nom de l'auteur. Mais les fanfarloches capituleront-elles sous le linon (veille la lecture d'un cuseur non incompétent) lourdaude à manier ces arachnéennes nerveilles) ne sera pas hospitalisés par le Salon.

Du soulier...

— Soit, mais... le soulier ? Ma foi, pour quoi pas ? Salomabon portait des sandales à pointes recourbées qui disparaissaient sous un amas d'émeraudes ; Cléopâtre affectait les *talbes* de cuir blanc garnies de scarabées d'or ; quand les élégantes antiques se rendaient visite, à leur jour elles se faisaient suivre d'un esclave tenant une mignonne esclave, la « sandalière » que, du nom des pantoufles qu'on y fermait. Les « cordonniers » médiévaux étaient des artisans consommés, et les « gavelonniers » d'antan n'étaient pas de savetiers. N'existe-t-il pas, au musée de Cluny, une salle spéciale consacrée à l'histoire du soulier ? On y voit les patins d'un Vénitien contemporain d'il y a deux siècles (ce maître que le poète Albert Erlande vit de sa main se lever en un livre délicieux) ; y voit un soulier de soie, en taffetas, en jaune doublé de peau blanche et recouvert d'une broderie de Murano ; et ces pièces de maîtrise sont des objets d'art d'un temps où il n'y avait point d'arts mineurs.

Donatelli exécutait son *Saint Georges* pour la corporation des armuriers de Florence, tandis que les menuisiers de la même ville commandaient leur *Saint Marc* à Brunelleschi.

Les cordonniers, sous Henri IV, sous Louis XIII, s'installaient fièrement *ministres*, et les « agréments » de soie et de tulle à coloris divers représentant des « chapeaux », des « étoles », des « soucis », des « hennons » et des « juliennes », se retrouvent sur les souliers de l'époque des patinilles et des falbalas.

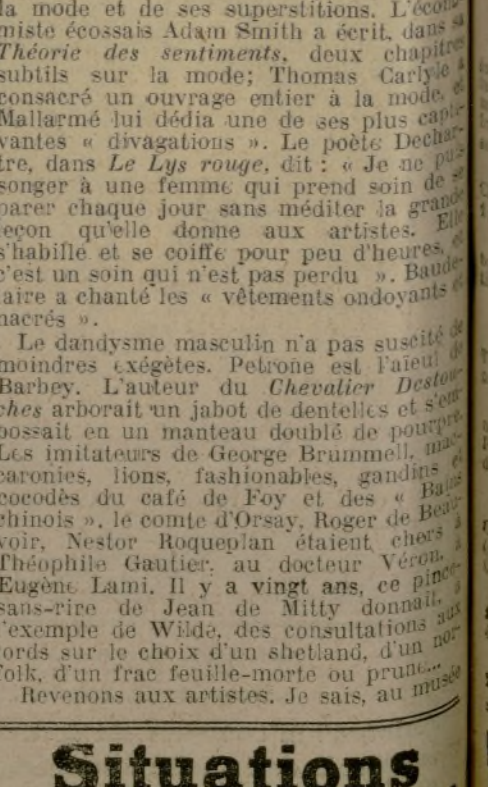
On admettra fort bien qu'un artiste se diverte à exposer... des souliers, tout comme Gauguin sculpta jadis ses fameux sabots. L'essentiel est que ce bétier des Salons s'occupe des lois de la matière, de la composition, des proportions, qu'il ne se contente pas de faire appliqué à la destination, que des bottines, si « artistiques » soient-elles, sont aussi faites pour qu'on les porte.

Donc le principe ne saurait être repoussé. Ce sera l'affaire des présidents, des chefs de section, que d'attribuer à ce rayon un nouveau la place qu'il mérite, et rien de plus.

Et ce nous est un prétexte valable à l'ouverture de la mode et de l'esthétique de la robe. L'exercice du chroniqueur sera d'ailleurs excellentes esprits ont condensé un philosophe de ces babioles. Ne faut-il pas chapitrer aristocratiquement des chapeaux dans Molière, mais je me souviens d'un Fénelon (*de l'Education des filles*) traitant la mode et de ses superstitions. L'économiste écossais Adam Smith a écrit, dans *Théorie des sentiments*, deux chapitres subtils sur la mode ; Thomas Carlyle a consacré un ouvrage entier à la mode ; Mallarmé lui a dédié une de ses plus capiteuses « divagations ». Le poète Dehmel, dans *Le Lys rouge*, dit : « Je ne puis songer à une femme qui prend soin de se parer chaque jour sans méditer la grand leçon qu'elle donne aux artistes. Elle s'habille et se coiffe pour peu d'heures, c'est un soin qui n'est pas perdu ». Baudelaire a chanté les « vêtements ondoyants nacrés ».

Le dandysme masculin n'a pas suscité de moindres exégètes. Petronius est l'auteur de *Barbey*. L'auteur du *Chevalier Destouches* arborait un jabot de dentelles et se brossait en un manteau doublé de pourpre. Les imitateurs de George Brummell, les carones, flons, fashionables, gaudins, cocodés du café de Foy et des « Bains chinois », le comte d'Orsay, Roger de Beauvoir, Nestor Roqueplan étaient, chez Théophile Gautier, au docteur Veron, Eugène Lami, il y a vingt ans, ce prince sans-rire de Jean de Mitty donnait, l'exemple de Wilde, des consultations aux lords sur le choix d'un shetland, d'un foie, d'un frêne feuille-morte ou d'un foie.

Revenons aux artistes. Je sais, au musée



INSTANTANÉ PRIS HIER PENDANT LE DISCOURS DE M. CELS, SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX TRAVAUX PUBLICS

Situations

Brochure envoyée franco. FIGIER rue de Rivoli, 58. PARIS

